

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, bevoegd voor Onderwijs;
Gelast op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995;

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 29 mei 1972 wordt vervangen als volgt :

"Art. 2. Aan het in artikel 1 bedoelde personeelslid wordt één bezoldigde werkdag verlof wegens ziekte of gebrekkigheid toegekend voor elke 10 dagen werkelijke diensten gepresteerd vanaf de datum van zijn eerste aanstelling als tijdelijke, overeenkomstig lid 2 en 3.

Tijdens de eerste dienstonderbreking wegens ziekte of gebrekkigheid kan het personeelslid het aantal verlofdagen genieten, berekend bij toepassing van het eerste lid. Dit aantal kan niet meer dan 60 werkdagen bedragen.

Wanneer het personeelslid opnieuw zijn dienst moet onderbreken wegens ziekte of gebrekkigheid, is het aantal bezoldigde verlofdagen wegens ziekte of gebrekkigheid waarop het aanspraak heeft, gelijk aan het verschil tussen het aantal dagen verlof dat hij wegens ziekte of gebrekkigheid had kunnen genieten tijdens de vorige ziekteperiode en het aantal dagen verlof dat hij opgenomen heeft, verhoogd met één dag voor elke 10 dagen werkelijk gepresteerde diensten sinds het einde van de vorige onderbreking; dat aantal mag nooit 60 werkdagen te boven gaan.

Onder werkelijk gepresteerde diensten verstaat men het aantal dagen aanwezigheid van het onderwijzend personeel in de inrichting."

Art. 2. In artikel 3, 1e lid, van hetzelfde besluit wordt "dertig bezoldigde verlofdagen wegens ziekte" vervangen door : "achttien bezoldigde werkdagen verlof wegens ziekte".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1995.

Art. 4. De Minister-Voorzitter, bevoegd voor Onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 28 augustus 1995.

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg,
Kinderzorg en Gezondheid,

Mevr. L. ONKELINK

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport
en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,

Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 95 - 2355

[Mac - 29489]

28 AOUT 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification du régime des congés et de disponibilité pour maladie et infirmité des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'état, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1er septembre 1983, 1er août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement du 10 juin 1993 et du 19 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux du 15 avril 1977 et 30 mars 1981, par les arrêtés royaux n° 69 du 20 juillet 1982 et n° 70 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 28 avril 1983, par la loi de redressement du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux du 22 mars 1985 et 27 mars 1985, par la loi portant des mesures fiscales et autres du

1er août 1985, par les arrêtés royaux du 12 novembre 1986, du 13 janvier 1988 et du 20 décembre 1988, par l'arrêté de l'Exécutif du 2 janvier 1992 et par les arrêtés du Gouvernement du 10 juin 1993, du 16 septembre 1993 et du 4 juillet 1994, notamment le chapitre III;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal n° 226 du 7 décembre 1983, par l'arrêté de l'Exécutif du 5 mai 1993, par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, par l'arrêté du Gouvernement du 17 janvier 1994 et du 4 juillet 1994, notamment le chapitre IV;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 13 juillet 1995;

Vu les accords du Ministre du Budget et de la Fonction publique donnés le 14 juillet 1995;

Vu le protocole de négociation du 4 août 1995 du Comité de secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, 2e section;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que la matière réglée par le présent arrêté ne concerne pas l'organisation de l'enseignement; que le projet n'établit pas davantage de règles nouvelles fondamentales, de nature à constituer le fondement d'autres dispositions réglementaires; que, dès lors, le Gouvernement de la Communauté française est seul compétent pour le prendre;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, ayant l'Education dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 28 août 1995,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Des congés pour cause de maladie et d'infirmité

Article 1er. L'article 14 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 14, § 1er. Le membre du personnel visé à l'article 1er qui est empêché d'exercer normalement ses fonctions, par suite de maladie ou d'infirmité, peut obtenir, pendant chaque période scolaire s'étendant du 1er septembre au 31 août de l'année suivante, des congés pour cause de maladie ou d'infirmité à concurrence de quinze jours ouvrables.

§ 2. Le membre du personnel nommé à titre définitif à la date du 1er septembre 1995, peut également obtenir soixante jours ouvrables de congé pour cause de maladie ou d'infirmité, sur l'ensemble de sa carrière.

Le membre du personnel nommé à titre définitif après le 1er septembre 1995, peut obtenir le nombre de jours ouvrables de congé pour cause de maladie ou d'infirmité auquel il a droit, la veille de sa nomination à titre définitif, en application de l'article 2, de l'arrêté royal du 29 mai 1972 relatif aux jours de congé rémunéré de maladie et de maternité des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical, désignés à titre temporaire, des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, sans que ce nombre puisse dépasser soixante jours ouvrables.

Pour le membre du personnel invalide de guerre, le nombre de jours de congé fixé aux alinéas 1er et 2 est porté à nonante jours.

§ 3. Lorsque le membre du personnel a bénéficié de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité en application du § 2, le nombre de jours maximum qu'il peut obtenir peut être reconstitué au cours de la carrière, à raison de la moitié du solde des jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité visés au paragraphe premier que l'intéressé n'a pas épuisés à la fin de chaque période scolaire, le nombre ainsi obtenu étant, le cas échéant, arrondi à l'unité inférieure.

§ 4. Les congés pour cause de maladie ou d'infirmité sont assimilés à des périodes d'activité de service."

Art. 2. Dans l'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 16 septembre 1993, les alinéas 3 à 5 sont supprimés.

Art. 3. L'article 41 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 avril 1983, et l'article 42 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 avril 1983, sont abrogés.

CHAPITRE II. — De la disponibilité pour maladie ou infirmité

Art. 4. L'article 9 de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est complété par l'alinéa suivant :

" Le membre du personnel qui a atteint l'âge de 59 ans et qui se trouve en disponibilité par application de l'alinéa précédent, est maintenu en disponibilité jusqu'au terme de sa carrière."

Art. 5. L'article 10 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 10. Le membre du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité reçoit un traitement d'attente égal à :

— 80 % du dernier traitement d'activité, pendant les douze premiers mois de disponibilité, au cours de sa carrière;

- 70 % du dernier traitement d'activité, pendant les douze mois suivants de disponibilité;
 - 60 % du dernier traitement d'activité, au-delà de ces vingt-quatre mois de disponibilité.
- Toutefois, le montant du traitement visé à l'alinéa 1er, ne peut, en aucun cas, être inférieur :
- aux indemnités que l'intéressé obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui avait été applicable dès le début de son absence;
 - à la pension qu'il obtiendrait si, à la date de sa mise en disponibilité, il avait été admis à la retraite prématurée."

Art. 6. A l'article 11, deuxième alinéa, du même arrêté, les mots "pour une période de six mois au moins" sont remplacés par les mots "pour une période continue de trois mois au moins".

Art. 7. L'article 16 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

" Les alinéas précédents ne s'appliquent pas au membre du personnel qui se trouve, dans les conditions de l'article 9, alinéa 2, du présent arrêté."

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales.

Art. 8. Par dérogation à l'article 14, § 2, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969, le nombre de jours ouvrables de congé pour cause de maladie ou d'infirmité auquel peut prétendre le membre du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, est âgé de 59 ans accomplis et se trouve en activité de service ou en non activité, est diminué jusqu'à concurrence du nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité pris par l'intéressé au-delà de trente jours, au cours de la période scolaire s'étendant du 1er septembre 1994 au 31 août 1995. En aucun cas, le nombre total de jours de congé auquel peut prétendre le membre du personnel ne peut être inférieur à trente jours ouvrables.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1995.

Art. 10. La Ministre-Présidente, ayant l'Education dans ses attributions, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 août 1995.

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 95 — 2355

[Mac — 29489]

28 AUGUSTUS 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de regeling inzake verlof en terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid voor de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inz. op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 4 april 1980 en 27 mei 1981, het koninklijk besluit nr. 69 d.d. 20 juli 1982, de koninklijke besluiten van 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984, 29 augustus 1985 en 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve d.d. 26 juli 1989, 20 november 1989, 21 mei 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993 en de besluiten van de Regering d.d. 10 juni 1993 en 19 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974 genomen bij toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat,

alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 15 april 1977 en 30 maart 1981, bij de koninklijke besluiten nr. 69 d.d. 20 juli 1982, nr. 70 d.d. 20 juli 1982, bij het koninklijk besluit van 28 april 1983, de herstellwet van 31 juli 1984, de koninklijke besluiten d.d. 22 maart 1985 en 27 maart 1985, bij de wet d.d. 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere maatregelen, de koninklijke besluiten d.d. 12 november 1986, 13 januari 1988 en 20 december 1988, het besluit van de Executieve d.d. 2 januari 1992 en de besluiten van de Regering d.d. 10 juni 1993, 16 september 1993 en 4 juli 1994 inz. hoofdstuk III;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974 genomen bij toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 226 d.d. 7 december 1983, het besluit van de Executieve d.d. 5 mei 1993, de besluiten van de Regering d.d. 10 juni 1993, 17 januari 1994 en 4 juli 1994, inz. hoofdstuk IV;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 13 juli 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister bevoegd voor Begroting en Ambtenarenzaken d.d. 14 juli 1995;

Gelet op het protocol van sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling, d.d. 4 augustus 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat de door dit besluit geregelde materie de inrichting van het onderwijs niet betreft; dat het ontwerp ook geen nieuwe fundamentele regels vastlegt die van die aard zijn om de grondslag te zijn van andere reglementsbepalingen; dat alleen de Regering van de Franse Gemeenschap dan ook bevoegd is om te nemen;

Op de voordracht van de Minister Voorzitter, bevoegd voor Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Verlof wegens ziekte en gebrekkigheid*

Artikel 1. Artikel 14 van voormeld koninklijk besluit van 15 januari 1974, gewijzigd bij besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993, wordt vervangen als volgt :

"Art. 14. § 1. Het in artikel 1 bedoelde personeelslid dat wegens ziekte of gebrekkigheid zijn ambt niet normaal kan uitoefenen, kan gedurende elke schoolperiode van 1 september tot 31 augustus van het volgende jaar, 15 werkdagen verlof krijgen wegens ziekte of gebrekkigheid.

§ 2. Het personeelslid, dat op 1 september 1995 vastbenoemd is, kan eveneens, voor zijn volledige loopbaan, 60 werkdagen verlof wegens ziekte of gebrekkigheid krijgen.

Het personeelslid, dat na 1 september 1995 vastbenoemd wordt, kan het aantal werkdagen verlof krijgen wegens ziekte of gebrekkigheid waarop hij aanspraak kan maken de dag voorafgaande aan zijn vaste benoeming, bij toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 mei 1972 betreffende de dagen bezoldigd ziekte- en bevallingsverlof toegekend aan het tijdelijk aangesteld bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel en paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs. Dit aantal kan nooit meer dan 60 werkdagen bedragen.

Is het personeelslid oorlogsinvalide, dan wordt het aantal verlofdagen bepaald in het 2e en 3e lid verhoogd tot 90 dagen.

§ 3. Het personeelslid dat, bij toepassing van § 2, het voordeel heeft genoten van verlofdagen wegens ziekte of gebrekkigheid, kan het maximum aantal dagen die hij kan krijgen, opnieuw samenstellen tijdens zijn loopbaan, door overdracht van de helft van het saldo van de in § 1 bedoelde verlofdagen wegens ziekte of gebrekkigheid, die het personeelslid op het einde van elke schoolperiode niet heeft opgenomen. Dit aantal wordt, desgevallend, naar beneden afgerond.

§ 4. Het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid wordt gelijkgesteld met een periode van actieve dienst."

Art. 2. In artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij besluit van de Regering d.d. 16 september 1993, vervallen de leden 3 tot 5.

Art. 3. De artikelen 41 en 42 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 28 april 1983, worden opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid*

Art. 4. Artikel 9 van voormeld koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974 wordt aangevuld als volgt :

"Het personeelslid dat 59 jaar geworden is en krachtens vorig lid ter beschikking gesteld is, blijft ter beschikking tot het einde van zijn loopbaan".

Art. 5. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 10. Het wegens ziekte of gebrekkigheid ter beschikking gestelde personeelslid krijgt een wachtgeld gelijk aan :

— 80 % van de laatste activiteitswedde tijdens de eerste 12 maanden terbeschikkingstelling tijdens zijn loopbaan;

— 70 % van de laatste activiteitswedde tijdens de volgende 12 maanden terbeschikkingstelling;

— 60 % van de laatste activiteitswedde na die 24 maanden terbeschikkingstelling.

§ 2. Het in het eerste lid bedoelde wachtgeld mag nooit minder bedragen dan :
 — de uitkeringen die de betrokkene in dezelfde toestand zou krijgen, als de socialezekerheidsregeling op hem toepasselijk geweest was vanaf het begin van zijn afwezigheid;
 — het pensioen dat hij zou genieten als hij op de datum van zijn terbeschikkingstelling voortijdig gepensioneerd was".

Art. 6. In artikel 11, 2e lid, van hetzelfde besluit wordt "voor een periode van ten minste 6 maanden" vervangen door : "voor een ononderbroken periode van ten minste 3 maanden".

Art. 7. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met onderstaand lid :
 "De vorige leden gelden niet voor het personeelslid dat de voorwaarden vervult van artikel 9, 2e lid, van dit besluit".

HOOFDSTUK III. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 8. In afwijking van art. 14, § 2, van voormeld koninklijk besluit van 15 januari 1974 wordt het aantal werkdagen verlof wegens ziekte of gebrekkigheid waarop het personeelslid dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, ten volle 59 jaar en in actieve dienst of op non-actief is, aanspraak heeft, verminderd met het aantal dagen verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, die de betrokkene genomen heeft boven 30 dagen in de schoolperiode van 1 september 1994 tot 31 augustus 1995. Dit aantal kan nooit minder dan 30 werkdagen bedragen.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1995.

Art. 10. De Minister-Voorzitter, bevoegd voor Onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.
 Brussel, 28 augustus 1995.

De Minister-Voorzitter,

belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport
 en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,

Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 95 - 2356

[Mac - 29490]

28 AOUT 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification du régime des congés et de disponibilité pour maladie et infirmité des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1er avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment les articles 5 et 7;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de la Communauté française, des centres de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1981, les arrêtés royaux n° 73 du 20 juillet 1982 et n° 226 du 7 décembre 1983, les arrêtés royaux du 29 août 1985 et du 21 octobre 1985, par les arrêtés de l'Exécutif du 7 novembre 1991 et du 30 avril 1993, notamment les articles 190 à 193;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et congés des membres stagiaires et nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, modifié par les arrêtés royaux n° 73 du 20 juillet 1982 et n° 266 du 31 décembre 1983, par la loi de redressement du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux du 26 août 1985, du 21 octobre 1985 et du 13 janvier 1988, par les arrêtés de l'Exécutif du 24 octobre 1991 et du 7 novembre 1991 et par l'arrêté du Gouvernement du 11 avril 1994, notamment le chapitre IV;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 13 juillet 1995;

Vu les accords du Ministre du Budget et de la Fonction publique donnés le 14 juillet 1995;

Vu le protocole de négociation du 4 août 1995 du Comité de secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, 2e section;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;